



Lycée Le Corbusier



Lycée Le Corbusier

Communiqué des sections SNES-FSU et CNT du lycée Le Corbusier (Aubervilliers)

Depuis lundi 3 mai, des élèves du lycée le Corbusier d'Aubervilliers tiennent un piquet de grève devant l'établissement, afin de faire entendre leur colère. Ils demandent la fin de la mascarade que représentent les maintiens des épreuves terminales de philosophie, du grand oral, et de l'épreuve anticipée de français.

Ils ont participé au rassemblement organisé devant la DSDEN à Bobigny, mercredi 12 mai, avec d'autres établissements de Seine-Saint-Denis pour exprimer leurs revendications. Des collègues se sont joint.e.s, en soutien, à ce rassemblement.

Nous, personnels mobilisé.e.s, syndiqué.e.s des sections SNES-FSU et CNT du lycée le Corbusier d'Aubervilliers, continuons à considérer ces revendications comme légitimes. Depuis le début de la crise sanitaire, nous ne pouvons que constater à quel point le ministère a malmené personnels et élèves à force d'injonctions contradictoires et de consignes trop tardives.

L'année dernière, la deuxième session des épreuves d'E3C et l'épreuve anticipée de français devaient finalement être annulées après des semaines de déclarations assurant leur maintien ; le contrôle continu les remplaçant n'a finalement pas pris en compte le début du troisième trimestre, en contradiction avec les annonces initiales.

Nous avons, dès l'année dernière, demandé des aménagements sérieux des programmes et des consignes claires quant à la constitution de groupes et de classes à effectifs réduits, gages de sécurité sanitaire et de conditions d'apprentissages satisfaisantes ; mais la mise en place des demi-jauges a été chaotique (certains établissements ignorant simplement cette consigne pour continuer de travailler à 100 % en présentiel!), et les aménagements (des épreuves, et non des programmes!) ont été décidés trop tardivement.

Nous continuons à dénoncer les effets de la réforme Blanquer : évaluation permanente des élèves, perte du caractère national et égalitaire du diplôme par l'organisation d'épreuves locales et par la prise en compte du contrôle continu.

En maintenant la logique de sa réforme, le ministre a continué à mettre la pression sur les élèves et sur les enseignant.e.s, quand il aurait fallu accepter le caractère inédit de la situation, et donc mettre du sens dans nos missions : faire progresser nos élèves, et non les faire « bachoter ».

Prendre en compte le contrôle continu semble être la « moins pire » des solutions, mais nous pensons que des alternatives plus pédagogiques auraient pu être mises en place si le ministre avait écouté nos propositions, dès l'année dernière. L'effet sur le diplôme, avec ou sans covid, est le même : l'instauration d'un bac local, ce que nous trouvons dramatique.

Pour toutes ces raisons, nous continuons de soutenir la mobilisation de nos lycéen.ne.s.